

## Communiqué de presse

Ville de Montreuil (93), le mardi 29 octobre 2019

### **Expulsion de travailleurs sans-papiers à la veille de la trêve hivernale, les élu.e.s de Montreuil s'opposent et dénoncent l'inaction du Préfet et de l'État**

Ce mardi 29 octobre, à seulement deux jours de la trêve hivernale, le Préfet de Seine-Saint-Denis a expulsé, sans proposer de solution alternative, les travailleurs migrants sans-papiers qui avaient trouvé refuge au sein des anciens bâtiments de l'AFPA, propriété de l'État. **Le Maire de Montreuil dénonce cet acte arbitraire et inhumain** : « *Je m'oppose à l'expulsion de toutes celles et tous ceux qui fuient la guerre et la misère et qui tentent au péril de leur vie de trouver des terres de paix et de vie décente* ».

Il y a un an, face à l'absence de réponse positive de l'État pour trouver une solution digne au relogement des résidents du foyer Bara devenu insalubre et dangereux, Patrice Bessac avait pris un arrêté de fermeture du foyer et fait procéder à la réquisition de l'ex-AFPA, vide depuis 2 ans, pour mettre à l'abri les résidents.

Suite à l'action de Montreuil et afin de récupérer le plus rapidement possible les bâtiments de l'AFPA pour y implanter les futurs locaux du Tribunal administratif et de la Cour nationale du droit d'asile, le Préfet de la Seine-Saint-Denis a pris la décision de réquisitionner à son tour un terrain. Coallia, gestionnaire du foyer Bara puis de l'AFPA, a ainsi été chargé de construire des bâtiments permettant d'accueillir l'ensemble des résidents inscrits dans le protocole de desserrement du Foyer Bara signé en 2013 ainsi que plus d'une centaine de résidents supplémentaires dont Montreuil a réussi à obtenir le relogement.

**Montreuil a toujours défendu que dans le cas d'une fermeture du site de l'AFPA, les travailleurs migrants en situation administrative irrégulière devaient continuer à bénéficier d'un hébergement.** La ville de Montreuil travaille ainsi depuis plusieurs semaines avec des associations à la création d'une plateforme d'hébergement citoyen et solidaire.

Depuis maintenant un mois, le déménagement des résidents de l'AFPA vers le site de la rue Brûlefer a commencé. Pour celles et ceux qui ont vécu à Bara, c'est une amélioration fondamentale du cadre de vie.

**Dans une lettre ouverte adressée au Premier Ministre, en déplacement en Seine-Saint-Denis justement ce jeudi pour faire des annonces à la suite du rapport parlementaire pointant les défaillances de l'État dans le département, Patrice Bessac appelle l'État à assumer pleinement son rôle et exige la mise à l'abri inconditionnelle de toutes les personnes qui étaient hébergées à l'AFPA, sous la responsabilité de l'opérateur Coallia, missionné par l'État.**

Fidèle à sa tradition, Montreuil est solidaire des travailleurs migrants aujourd'hui abandonnés par un État qui fuit ses responsabilités, se décharge de ses compétences sur les villes, les associations et les citoyen.ne.s, et n'hésite pas à bafouer les droits fondamentaux.

Montreuil et ses élu.e.s entendent veiller avec détermination à défendre une issue digne et humaine à cette situation.

Contact presse :

Barbara Lux, attachée de presse du Maire Patrice Bessac / 06.80.51.66.26- [barbara.lux@montreuil.fr](mailto:barbara.lux@montreuil.fr)  
Jean Tilloy, attaché de presse de la Ville de Montreuil / 01.48.70.60.38 / 06.63.12.85.10 / 06.30.71.80.07-  
[jean.tilloy@montreuil.fr](mailto:jean.tilloy@montreuil.fr)